



CANADA

DECLARATIONS ET DISCOURS

DIVISION DE L'INFORMATION

MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES

OTTAWA - CANADA

70/4

REVUE DE L'ÉCONOMIE CANADIENNE EN 1969 ET PERSPECTIVES POUR 1970

**Déclaration du ministre de l'Industrie et du Commerce,
M. Jean-Luc Pepin, décembre 1969.**

L'année 1969 a été une autre année de réalisations économiques importantes pour le Canada, et ce, nonobstant les sérieux problèmes que pose le freinage de l'inflation. Les nouveaux progrès des exportations et le regain de croissance des investissements commerciaux ont été parmi les principaux facteurs de l'expansion plus poussée de la production et de l'emploi. Le produit national brut du Canada a augmenté de 9 pour cent de 1968 à 1969, au moins la moitié de cette hausse représentant la croissance de la production réelle. L'activité industrielle et commerciale a progressé énergiquement au début de l'année, mais le rythme s'est modéré sensiblement au cours des mois suivants, ralentissement qui découlait en partie des pertes anormales de temps dues aux arrêts de travail provoqués par les différends ouvriers.

Le total de l'emploi pour l'année a augmenté de plus de 3 pour cent, hausse plus élevée que celle de 1968. La population active a connu aussi une expansion un peu plus forte, et la moyenne du chômage n'a guère changé d'une année à l'autre. Compte tenu des changements saisonniers habituels, un peu plus de 5 pour cent des effectifs de la main-d'oeuvre étaient en chômage au cours des derniers mois de 1969.

Le revenu disponible *par tête* a augmenté modérément en valeur réelle.

La production industrielle s'est accrue de 5 pour cent environ en 1969, répétant la hausse enregistrée l'année précédente. La production manufacturière a augmenté un peu plus rapidement qu'en 1968, bien que l'expansion ait été entravée par des grèves en métallurgie primaire. La production de voitures automobiles a de nouveau progressé fortement. Plus de 1.3 million de véhicules automobiles ont quitté les lignes de montage, et pour la première fois, la production de voitures de tourisme a dépassé le million. Le nombre de voitures automobiles produites en 1969 a été le double du chiffre de 1964, année qui précéda la mise en oeuvre de l'Accord canado-américain sur l'automobile. Par ailleurs, la production de pièces et de fournitures de véhicules automobiles a continué d'augmenter.

Dans les autres secteurs de la fabrication, on a accru sensiblement la production de textiles synthétiques, d'articles en caoutchouc, de machines industrielles et de gros appareils ménagers.

Un des faits saillants dans les industries à base de ressources naturelles a été le regain de la production de pâte et de papier, demeurée presque stationnaire pendant deux ans. La production et les ventes se sont raffermies dans les secteurs de la pâte de bois et du papier journal, contribuant à une hausse prononcée de l'utilisation et de l'efficacité des usines. Au début de l'année, l'allure vigoureuse de l'industrie de la construction a contribué à une production élevée de bois d'oeuvre et de contre-plaqué. Cette tendance s'est toutefois atténuée depuis la mi-année, suivant parallèlement le ralentissement de la construction d'habitations au Canada et aux États-Unis.

1969 a été une année de production croissante dans les secteurs importants de l'exploitation minière et du traitement des minéraux, y compris l'amiante, l'aluminium, le pétrole. Il en fut de même pour le gaz naturel. Cependant, l'accroissement de la capacité productive de soufre et de potasse a accru l'approvisionnement disponible de ces minéraux, dans un contexte de surproduction mondiale et de tendance à la baisse des prix. Le fléchissement de la production de minerai de fer, d'acier primaire, de cuivre et de nickel, en 1969, a résulté essentiellement d'arrêts de travail dus aux grèves dans les mines et les usines des principaux producteurs.

Les principales industries de services ont continué de se développer pour satisfaire aux exigences croissantes d'une population de plus en plus urbanisée. La croissance est demeurée particulièrement forte dans le secteur des services personnels et communautaires. La production d'énergie a continué de se développer fortement, aidée en cela par l'achèvement de plusieurs importants projets, les plus notables ayant été réalisés au Québec et en Colombie-Britannique.

Les exportations de marchandises du Canada ont augmenté d'environ 10 pour cent en 1969 suivant ainsi à peu près le rythme de croissance de la production et du commerce dans le monde. La valeur annuelle des exportations canadiennes est aujourd'hui légèrement inférieure à 15 milliards de dollars, ayant plus que doublé au cours des six dernières années.

L'augmentation, forte et continue, des exportations des produits de l'industrie automobile a été l'un des facteurs primordiaux de la croissance des exportations. La rationalisation de la production des automobiles en Amérique du Nord a porté la valeur des exportations de cette industrie à environ 3.5 milliards de dollars en 1969. Les importations des produits de cette même industrie ont aussi augmenté rapidement, mais moins que les exportations. Le déficit canadien du commerce des produits de l'industrie de l'automobile est maintenant rendu au point le plus bas qu'il ait connu depuis nombre d'années.

Les ventes à l'étranger se sont élevées dans d'autres industries manufacturières telles que la confection, l'équipement industriel et les machines non agricoles. Cependant, les exportations d'avions et de pièces détachées d'avions sont inférieures à ce qu'elles ont été au cours des années précédentes.

Parmi les principaux produits forestiers et minéraux du Canada, les principaux accroissements d'exportation ont été réalisés dans les domaines

du papier journal, de la pâte à papier, de l'aluminium et du pétrole. Les exportations de bois de construction et de contre-plaqué ont augmenté nettement au cours de la première moitié de l'année, mais elles se sont ralenties dans les derniers mois par suite de la baisse de la construction résidentielle aux États-Unis. Les grèves dans certaines des principales industries d'exploitation minière et de fabrication métallique sont en grande partie responsables des baisses d'exportation de minerais de fer, de produits du fer et de l'acier, de cuivre et de nickel.

Les exportations de produits agricoles, autres que les grains se sont modérément accrues. Mais pour la troisième année consécutive, les exportations de blé et de farine sont en baisse. Ces dernières reflètent la surproduction mondiale et l'accroissement des productions intérieures des pays importateurs. Cependant les commandes actuellement passées laissent espérer pour 1970 un renversement de cette tendance à la baisse.

Le caractère dominant du commerce extérieur canadien, du point de vue régional a été en 1969 la forte et constante croissance des ventes aux États-Unis. Les exportations vers ce marché se sont élevées de 16 pour cent en 1969, par rapport à l'année dernière, nonobstant le ralentissement de la croissance économique des États-Unis. Les achats des États-Unis au Canada s'accroissent à un rythme presque deux fois plus rapide que leurs importations globales et la part du Canada dans les importations des États-Unis a atteint un niveau sans précédent.

Le programme d'austérité de la Grande-Bretagne, qui comporte un système de dépôts temporaires préalables à l'importation, a entraîné un fléchissement des achats britanniques au Canada. La pénurie de nickel et de cuivre a contribué aussi à ce léger recul des exportations vers la Grande-Bretagne par rapport à l'année précédente. Le niveau des achats des pays du Commonwealth s'est maintenu aux environs de celui de 1968. Les exportations vers le Japon sont à la hausse grâce à la poursuite de l'essor économique de ce pays. Les ventes à la Communauté économique européenne ont augmenté en raison de l'accroissement des exportations vers la France et l'Allemagne de l'Ouest. D'autre part, les exportations vers les pays à commerce étatisé ont marqué un recul; cette baisse est attribuable surtout aux achats moins considérables de blé et de farine de blé.

Les importations canadiennes ont augmenté fortement en 1969; la hausse s'est révélée supérieure à celle des exportations. L'excédent des échanges commerciaux qui avait atteint le chiffre record de 1.2 milliard de dollars l'année précédente, a diminué d'environ un demi-milliard.

D'autre part, les paiements courants relatifs aux services ont augmenté à une cadence beaucoup plus rapide que les recettes, ce qui témoigne d'une forte hausse des dépenses des touristes canadiens à l'étranger. En conséquence, le surplus des échanges commerciaux ayant décliné et le déficit du secteur des services ayant augmenté, le déficit du Canada pour l'ensemble des transactions courantes est beaucoup plus lourd par rapport à l'année précédente mais il se compare favorablement à celui des dix dernières années.

L'économie canadienne, au seuil de la nouvelle année, est en très bonne voie. L'accroissement des dépenses d'immobilisations en 1969, lesquelles étaient demeurées au même niveau depuis deux ans constituent l'élément moteur de l'essor économique. La réalisation des programmes d'expansion en 1969 a

été entravée par les arrêts de travail mais les travaux différés seront repris en 1970. Une étude récente a révélé que les grandes entreprises se proposent d'accroître leurs moyens de production de 14 pour cent par rapport à 1969. L'industrie secondaire, en particulier les secteurs de l'affinage des métaux, des produits chimiques et des biens durables de consommation absorberont une grande partie de l'accroissement des dépenses d'établissement. L'augmentation des dépenses d'immobilisations sera moins forte dans les autres grands secteurs d'investissement. Les renseignements dont nous disposons indiquent que les mises de fonds globales en 1970, tant dans le secteur privé que dans le secteur public, donneront une impulsion considérable à l'économie, sans toutefois exercer de pressions excessives sur les industries productrices de biens et autres ressources d'investissements.

Entre-temps la tendance persistante à la hausse des salaires, appuiera l'accroissement soutenu des dépenses de consommation.

Le climat économique à l'étranger est un peu moins brillant qu'il y a un an. Aux États-Unis, les mesures destinées à freiner la hausse persistante des prix ont réussi à enrayer la poussée inflationniste et ont en quelque sorte ralenti le rythme de la croissance économique. En Europe de l'Ouest, la croissance économique générale perd aussi quelque peu de sa vigueur, partiellement à cause des mesures restrictives imposées par les gouvernements. En Grande-Bretagne, la contraction de la demande reste un facteur clé de la politique nationale mais l'amélioration courante de la balance des paiements pourrait bien frayer la voie à l'accroissement des ventes de nos produits. De l'autre côté du Pacifique, l'économie du Japon qui est en pleine expansion nous donnera sans doute l'occasion d'accroître davantage nos exportations vers ce pays, qui est devenu notre deuxième client outre-mer.

La situation des marchés mondiaux va des excédents considérables aux pénuries aigües. Pour un bon nombre de nos principaux produits agricoles, forestiers et minéraux, la demande reste ferme ou va s'affermissant.

Si une interruption sérieuse ne vient pas entraver la production et l'écoulement de nos produits, les exportations canadiennes de matières premières pourraient bien connaître une vive accélération.

Toutefois, malgré ces facteurs encourageants, la hausse de 1.25 milliard de dollars réalisée en 1969 sera difficile à égaler à cause de la demande plus faible des États-Unis et d'un ralentissement de la croissance dans le monde en général. Les exportateurs devront disputer aux concurrents étrangers une part d'un marché réduit. Aussi faut-il, dans ces périodes d'âpre concurrence, éviter que notre situation concurrentielle ne soit éoussée par la montée inflationniste persistante des coûts et des prix.

Entre 1968 et 1969, les prix de vente de l'industrie canadienne ont monté de 3.4 pour cent tandis que les prix aux consommateurs et le prix des éléments qui composent le produit national brut ont tous les deux monté de 4.5 pour cent. Cette situation inflationniste a également prévalu dans d'autres pays industrialisés. Néanmoins, il est essentiel que le Canada maintienne ses prix à un niveau aussi bas que possible, car si les producteurs canadiens n'y parviennent pas, ce sera en vain qu'ils tenteront de capter une plus grande part des marchés mondiaux, condition indispensable à l'emploi de la main-d'oeuvre sans cesse croissante et des autres moyens de production dont nous disposons.

Dans une certaine mesure, la hausse des prix au Canada est une conséquence de la hausse des prix payés pour les importations et de ceux que nous recevons pour nos exportations. Il ne serait guère sage qu'un pays exportateur comme le Canada, refuse de suivre le courant des marchés internationaux. Il est cependant essentiel de limiter la montée des prix au sein de l'économie nationale, hausse qui résulte surtout d'exigences salariales plus fortes que le rendement général de l'économie au chapitre de la production.

La productivité de l'industrie canadienne a continué de s'améliorer au cours de l'année écoulée. Dans l'industrie de fabrication le rendement par travailleur a augmenté à un taux proche de la moyenne de l'après-guerre qui est de 3.7 pour cent. Néanmoins, la plupart des taux d'accroissement du revenu ont excédé de beaucoup ceux de la productivité nationale, entraînant inéluctablement l'augmentation des frais de production et des prix. Cette inflation de provenance interne constitue un obstacle sérieux à l'expansion commerciale et industrielle ainsi qu'à un meilleur rendement économique général.

En employant les moyens les plus pratiques, le gouvernement tente actuellement de freiner la hausse des prix. En plus de l'application de mesures permettant de restreindre les dépenses et de programmes fiscaux et monétaires appropriés, la Commission des prix et des revenus, récemment instituée, s'efforce de développer des méthodes nouvelles qui suppléeraient aux remèdes traditionnels employés pour freiner l'inflation.

Les perspectives de l'économie canadienne pour la prochaine décennie sont fort prometteuses. Dans son *Sixième Exposé annuel* le Conseil économique du Canada démontre que le potentiel de croissance économique des années 1970 n'est pas moins impressionnant que celui qui fut réalisé dans les années soixante. Néanmoins, les grandes possibilités nous posent des défis nouveaux et imposants. Au cours de la nouvelle décennie, le Canada devra s'attaquer aux problèmes de l'expansion urbaine, de la pollution et au besoin de faire participer plus pleinement tous les secteurs au grand courant d'expansion économique du Canada. Le succès de ces efforts repose sur l'expansion suivie et équilibrée de l'économie en général. C'est la raison pour laquelle il nous faut arrêter la poussée inflationniste. Pour une nation commerçante tel que le Canada, qui, actuellement, s'engage de plus en plus dans le commerce international, la clé du succès économique consiste à maintenir et à renforcer notre position face à la concurrence sur notre propre marché et sur ceux des pays étrangers.

S/C